



FONDATION CECIN'EST PAS UNE CRISE

Les réfugiés, l'Europe déchirée et les amnésiques
Juillet 2019 - Revue N°17



**« Nous devons toujours prendre parti.
La neutralité aide l'opresseur, jamais la victime.
Le silence encourage le persécuteur, jamais le persécuté. »**

ELIE WIESEL

1986

Discours de remise du Prix Nobel de la Paix

UN MOT DU PRÉSIDENT



JEAN-PASCAL LABILLE,

Président de Ceci n'est pas une crise, ancien Ministre fédéral et Secrétaire général de Solidaris.

Chères lectrices,
Chers lecteurs,

Permettez-moi d'introduire ce numéro avec quelques dates.

2013 : Un groupe de femmes et d'hommes qui font des métiers différents, qui ont des idées parfois opposées, et qui semblent avoir peu en commun se réunissent autour d'un constat : Ceci n'est pas une Crise. Nous vivons une mutation sociétale profonde et si la voie est uniquement laissée à la peur de l'autre et aux replis identitaires, il n'y aura pas de retour en arrière.

2018 : Les craintes de 2013 sont devenues des réalités. Mais entretemps, aussi, un quart de nos populations occidentales crée ses projets, à petite échelle souvent, à très petite échelle parfois, en refusant de «subir». Ceci n'est pas une crise a fait réaliser plusieurs enquêtes sociologiques, dont «Noir Jaune Blues», qui montrent que ces deux tendances – les replis identitaires, d'une part, mais aussi le refus de certains de subir, d'autre part, grandissent.

2019 : L'enquête «Les réfugiés, l'Europe déchirée et les amnésiques» est publiée. Elle démontre une fois de plus la profondeur des replis identitaires de certains, elle montre aussi et encore une fois que la fermeture vis-à-vis des uns est toujours liée au rejet d'autres dans le même temps et surtout, elle nous fait comprendre que le marketing de la peur véhiculé par les partis populistes fonctionne.

Demain : C'est nous qui contribuons à le construire! Refusons de vivre et de participer à la construction de l'avenir d'un pays et de l'Europe qui soit basé sur la crainte, sur le rejet et sur l'individualisme le plus féroce ! Refusons l'amnésie collective qui vise à oublier pourquoi on a voulu créer l'Europe, et à replonger dans de sinistres atmosphères dont on sait qu'elles ne peuvent mener qu'à la violence !

Alors, dans ce numéro, vous trouverez quelques résultats de notre dernière enquête, mais aussi plusieurs articles pour permettre, à ceux qui ont peur, de comprendre que c'est parce qu'ils ne comprennent plus leur monde qu'ils ont peur, mais que ce n'est pas de la différence qu'il faut avoir peur.

Bonne lecture !

Jean-Pascal Labille,
Président



SOMMAIRE

Les migrants sont une richesse pour l'Europe

Par Jean-Jacques Régibier, L'humanité
30 juin 2017

p.05

Migrants : the gap between perception and reality

Par Vittorio Pelligra, publié sur Il Sole 24 Ore, 10 juillet 2018

p.07

L'opinion publique sur la valeur de la migration semble étroitement liée à la perception de l'intégration

Par Anne Gallagher, publié le 28 novembre 2018 sur weforum.org

p.09

Enquête réfugiés

Quelques chiffres clés

p.12



LES MIGRANTS SONT UNE RICHESSE POUR L'EUROPE

ANALYSE PAR JEAN-JACQUES RÉGIBIER

Un rapport du Conseil de l'Europe contredit toutes les idées reçues selon lesquelles les migrants menaceraient l'emploi et les régimes de sécurité sociale des pays où ils s'installent. Chiffres et exemples à l'appui, il démontre au contraire que les migrants contribuent de façon décisive à la richesse économique et culturelle des pays qui les accueillent.

Ce rapport exhaustif sur l'impact effectif des migrations en Europe, intervient après plusieurs autres rapports et résolutions votés depuis trois ans par l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui regroupe les députés de 47 pays européens, dont la Turquie et la Russie. Après plusieurs autres études allant dans le même sens, ce rapport s'inscrit en faux contre tous les discours xénophobes hostiles aux migrants ou contre les gouvernements qui refusent de favoriser l'installation des immigrés. Pour aborder la questions des migrations de manière constructive, il en appelle à un renversement complet des manières de voir, en appelant les Etats à régulariser les migrants parce qu'ils représentent une chance pour l'Europe, aussi bien d'un point de vue économique que culturel. Pour les auteurs de cette étude, l'absence de politiques migratoires coordonnées au niveau européen est la cause directe de la montée des peurs irrationnelles de rejet des migrants au sein de la population européenne.

L'Europe défailante

Pour Andrea Rigoni, le rapporteur libéral italien sur les migrations, la différence - relayée par les médias et des responsables politiques - entre réfugiés politiques et migrants économiques, n'est pas pertinente, c'est globalement qu'il faut traiter la question. Il n'y a pas de « bons » et de « mauvais » migrants, les migrations sont un fait contemporain, c'est la conséquence normale de l'évolution de nos sociétés, et au demeurant, le phénomène a toujours existé. La différence, c'est que l'Europe qui a été pendant des siècles une terre d'émigration - envoyant ses populations s'installer dans le monde entier - est désormais devenue un continent d'immigration. L'Europe attire, le phénomène est devenu particulièrement visible depuis le début des années 2010, et de l'avis de la plupart des membres de l'assemblée parlementaire, face à cette situation, « *les pays européens n'ont pas été à la hauteur.* »

Certes, parmi les causes des migrations, il y a des événements exceptionnels, comme les guerres et les crises en Syrie, en Irak ou en Libye, mais les migrations sont aussi la conséquence de la mondialisation du marché du travail et « *du désir de chacun de trouver un meilleur emploi et de meilleures conditions de vie,* » explique le rapport, qui rappelle également que le changement climatique aura aussi une influence sur les migrations. Aujourd'hui, les migrants représentent presque un milliard de personnes dans le monde, et parmi les 10 pays qui accueillent le plus de migrants, 5 sont européens (Allemagne, Russie, France, Espagne et Italie.) Si « *crise* » il y a, elle n'est pas du côté des migrations, mais du côté des institutions européennes qui démontrent leur incapacité à prendre cette question à bras le corps, et sur la résistance de certains Etats membres qui refusent d'assumer leurs responsabilités. L'ancienne ministre de l'Intérieur grecque chargée des migrations, Anastasia Christodouloupolos, explique d'ailleurs que cette « *crise* » n'est pas conjoncturelle, et qu'elle va durer. La ministre relève au passage le « *manque de courage* de l'Europe, » en rappelant par exemple que sur les 66 000 réfugiés arrivés en Grèce que les pays européens s'étaient engagés à accueillir, seuls, pour l'instant, moins de 15 000 l'ont été.

Le rapport en profite également pour rappeler ce qu'on a trop tendance à oublier : beaucoup de pays européens ont également une part importante de leur population à l'étranger (autour de 20% par exemple pour le Portugal ou l'Irlande, par exemple.)



« *Énorme avantage* »

Au cours des 10 dernières années, les migrants ont participé à hauteur de 70% à l'augmentation de la main d'œuvre en Europe. C'est vrai dans les secteurs comme la construction, l'hôtellerie, la restauration, l'informatique, l'agriculture et les services financiers où la pénurie de main-d'œuvre est en partie comblée par les migrants. Au Luxembourg par exemple, la construction, l'hôtellerie et la restauration dépendent totalement des travailleurs migrants. Mais Andrea Rigoni explique que les migrants ont aussi représenté 15% des primo-entrées sur la marché du travail dans des secteurs tel que la science, la technologie ou l'ingénierie. Parmi les pays européens, c'est le Royaume-Uni, avec le Luxembourg, qui attire le plus grand nombre de migrants de l'enseignement supérieur travaillant principalement dans le secteur de la finance, de la technologie et des médias.

« *En général* », analyse le rapport, « *les migrants ont plutôt tendance à compléter la main-d'œuvre qu'à la remplacer*, » même s'il existe des cas limités (Sud de la Turquie par exemple), où l'arrivée de réfugiés venant de Syrie, chassés par la guerre, a créé une concurrence tendue sur le marché du travail local.

Andrea Rigoni cite une étude récente de l'OCDE (Organisation de la coopération et du développement économique) qui montre que « *les migrants contribuent plus aux impôts et aux cotisations sociales qu'ils ne reçoivent de prestations individuelles*. » Ainsi au Luxembourg et en Suisse, les migrants fournissent un bénéfice net estimé à 2% du PIB.

L'autre incidence positive des migrations concerne la démographie. En raison de la tendance au vieillissement de la population européenne et de la baisse des taux de fécondité, note dans un autre rapport la secrétaire d'Etat norvégienne Kristin Johnsen, « *la réduction de la main-d'œuvre en Europe aura de fortes répercussions économiques, car un nombre plus restreint de personnes contribuera à financer les retraites, la consommation diminuera et la protection sociale sera limitée*. » Elle en appelle à « *des politiques migratoires volontaires pour améliorer la situation démographique en Europe*. » On sait par exemple que l'Allemagne a besoin de 500 000 arrivées par an. En 2015, l'augmentation de la population allemande n'a été due qu'à celle issue de l'immigration qui représente aujourd'hui 21% de la population totale du pays.

Enfin, le rapport insiste sur les atouts qu'apportent les migrants aux cultures des sociétés européennes. Il prend comme exemple des pays tels que la Suisse et le Luxembourg, où les migrants représentent respectivement 26% et 47% de la population, et où « *la diversité culturelle s'inscrit désormais dans la vie quotidienne*. »

Les migrations ont une grande incidence sur le sport en Europe, explique Andrea Rigoni qui note aussi l'importance des migrants « *dans les tendances de l'art, de la mode et de la cuisine en Europe, au bénéfice de la diversité*, » et conclut que dans une perspective à long terme, les migrations auront « *une incidence positive sur la société européenne, qui devient ainsi plus tolérante, plus diverse et plus ouverte d'esprit*. » Il parle même « *d'énorme avantage*. »

On pourra noter - certains députés l'ont fait - le côté « *utilitaire* » pour les sociétés européennes de ce regard sur l'immigration. Mais il est clair que le rapport - ainsi que d'autres études complémentaires présentés toute la journée de mercredi devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe - est une réaction face aux discours xénophobes et hostile aux migrants tels qu'ils se sont développés dans de nombreux pays européens, spécialement depuis 2 ans. Il marque, dans l'espace institutionnel européen, le début d'une contre-offensive face à « *la montée significative des mouvements populistes anti-migrants, inspirés par certains partis de droite*, » dit explicitement Andrea Rigoni qui en appelle à un changement complet de regard sur l'immigration. Dans un autre rapport, l'ancienne ministre socialiste des Affaires sociales, Susanna Huovinen, explique qu'il vaut mieux aujourd'hui, à la place du mot « *intégration* » (des migrants) parler d'inclusion sociale de tous, inclusion sociale qui « *doit mettre chaque personne à contribution - et pas seulement les migrants-, chacun devant apprendre à vivre dans une communauté multilingue, multiculturelle et pluri-religieuse*. »

Jean-Jacques Régibier
L'Humanité
30 juin 2017



MIGRANTS : THE GAP BETWEEN PERCEPTION AND REALITY

Commentaries from "Il Sole 24 Ore" - Distorsions

BY VITTORIO PELLIGRA

Try to ask yourself if the number of murders in Italy has increased, decreased or remained unchanged since 2000. Now, as you prepare to respond, your brain has already carried out a series of complex operations, some of them conscious and voluntary, but most of them unconscious and automatic. Of these, the most important is to retrieve events from our memory that are related to the estimation we are asked to process - in this case, memories of murders. These memories, which are then consciously elaborated, will form the basis of our response.

How good are we at answering such questions? How well-calibrated is our judgement? Very little, judging by the data. For example, according to the latest survey by Ipsos Mori, 84% of Italians think that the number of homicides has increased or certainly not decreased. The objective fact, however, represents a different reality; it shows that homicides have fallen by 39% over the same period. Well, to err is human after all. In this case, however, to speak of «erring» would be improper. If it were an error, in fact, we would have some people who would overestimate the incidence of the phenomenon and others who would underestimate it, and in large numbers these differences would tend to get eliminated. The proper word for what we are talking about here,

however, is «distortions» (bias), which are widely spread among the population of all the countries studied, precisely because they have to do with our cognitive processes. They are mainly related to «hot» media topics, such as suicide, health risks, religious beliefs, corruption, immigration and so on, because in these cases media exposure makes our memory of them more vivid. That's why they are faster available to our memory, which in turn leads us, unconsciously, to overestimate their weight in our personal reconstruction of the phenomenon. It is important to underline this difference between «errors» and «distortions», because, unlike the former, the latter tend to be systematic, they all go in the same direction: «we are wrong», that is, all in the same way. And if these distortions are systematic, it means that they are predictable and therefore usable and exploitable.

An instructive example of the misalignment that can be produced between real data and distorted perceptions, as well as political use that can be made of the latter has been provided to us in recent days by the debate between the president of the INPS (Italy's state pensions agency - the tr.), Tito Boeri and the Minister of the Interior, Matteo Salvini. In his annual report Boeri states that in the light of the data on the structure of our labour market and demographic dynamics, the Italian pension system risks going into crisis without the contribution of new immigrant workers. Salvini replies by accusing him of living on Mars. Boeri's data are objective and correct, but according to the citizens' perception - and not only of those who vote for Salvini -, there are already too many immigrants: the latest Eurispes data tell us that the majority of Italians think that they are between 16 and 25% of the total population, while in reality they are 8%.

This is the crucial point, then: should we resign ourselves to the fact that the world of objectivity has to move to Mars? And who would like to live on this «Earth», where economic, migration and fiscal policy are based on distorted perceptions of the reality? The National bureau of economic research has just published a study by three Harvard economists (Alesina, Miano, Stantcheva, 2018, Immigration and Redistribution, Nber) which can help us answer this question. The study not only shows, as already stated, that there is a widespread tendency to overestimate the immigrants' impact on the population, but it also points to the systematically distorted errors of assessment as regards cultural and religious distance, economic fragility, the level of studies, the level of unemployment and access to public services.



In short, there is a seriously altered image of the reality reflecting the beliefs of a large part of the population and in particular of those who call themselves centre-right: they are not graduates and they work in low-skill and immigrant-intensive sectors (personal services, construction etc..). But the most interesting conclusion of the research, and to some extent the most discouraging one, is that even when citizens are provided with accurate and reliable information about the number of immigrants, their religious and ethnic profile and work efforts, which should reduce preconceptions and mitigate distortions, these do not change but, on the contrary, prove to be impervious to reality. This fact is not really consistent with the rhetoric of post-ideology. This image, however distorted it may be, counts for a great deal, because it gives rise to a consensus for certain policies rather than others. In this case, for example, redistributive policies are opposed by precisely those poor citizens who would benefit most from them.

The politics of perception therefore risks disadvantaging its very electoral base, whose consent is skillfully channeled and used. That is why it is more necessary than ever to activate some antibodies of seriousness and responsibility that help us prevent the further increasing of the gap between perception and reality, or using it for the purposes of consensus, so that we do not use the natural fragility of public opinion for partisan policies, but can base political choices on the best evidence available. Otherwise we will all be forced to emigrate to Mars sooner or later.

Vittorio Pelligra

Publié sur Il Sole 24 Ore
10 juillet 2018



L'OPINION PUBLIQUE SUR LA VALEUR DE LA MIGRATION SEMBLE ÉTROITEMENT LIÉE À LA PERCEPTION DE L'INTÉGRATION.

PAR ANNE GALLAGHER, PRESIDENTE, INTERNATIONAL CATHOLIC MIGRATION COMMISSION

L'intégration est la transition délicate et essentielle d'un migrant du statut d'étranger à autochtone - le processus par lequel les migrants deviennent une partie intégrante de leur nouvelle communauté. Une intégration réussie est difficile à mesurer car elle implique plusieurs éléments et chaque aspect de l'expérience des migrants, de l'éducation au logement, en passant par la participation politique et l'engagement civique.

Il se peut que nous ne comprenions pas tous les aspects de ce concept, mais peu de gens doutent de son importance. Bien que de nombreuses questions relatives à la migration restent très controversées, l'intégration est généralement considérée comme une bonne chose pour les migrants et pour les sociétés dans lesquelles ils se sont installés.

Pourquoi dans ce cas est-il si difficile de discuter, de débattre et de s'entendre sur le concept global et sur les spécificités de l'intégration ? Le projet final de texte des deux Pactes mondiaux, qui doit être adopté en décembre 2018 par la quasi-totalité des États membres de l'ONU, donne une idée des réserves liées à cette question.

Le Pacte mondial pour les migrations contient quatre références à l'intégration, essentiellement non fondamentales. Le Pacte mondial sur les réfugiés fait à peine mieux, traitant brièvement de l'intégration dans trois de ses plus de 100 paragraphes. Que s'est-il passé ?

L'intégration est difficile pour les États car elle expose une vérité que beaucoup hésitent à reconnaître publiquement. En dépit de l'attention internationale largement portée sur le retour et la réintégration des migrants dans leurs communautés d'origine, de nombreux migrants ne vont pas - souvent car ils ne peuvent pas - rentrer chez eux. Les 325 000 réfugiés ayant bénéficié d'une protection en Allemagne en 2017 se forment désormais une

nouvelle vie dans ce pays. Moins de 3 % des 12 millions de migrants vivant sans statut légal aux États-Unis sont renvoyés chaque année.

Et les questions relatives à l'intégration ne concernent pas uniquement les pays riches. Il est possible que les réfugiés fuyant la violence sectaire du Myanmar qui sont entrés au Bangladesh au cours des 12 derniers mois, et dont le nombre s'élève à plus d'un million, auront besoin de faire de ce pays leur foyer pour les générations à venir. Personne ne peut prédire quand, et même si, les réfugiés de Syrie et de Palestine, qui représentent actuellement environ 30 % de la population libanaise, pourront partir. Le silence collectif autour de ces réalités inconfortables est compréhensible, mais n'aide en rien.

Il est également difficile de parler de l'intégration et de la gérer car, en aucun cas, elle ne se prête à une solution miracle. Construire un mur, établir un camp, créer une nouvelle force frontalière, arrêter les bateaux - toutes ces mesures sont un raccourci politique pour des actions décisives. Même si au final elles ne représentent pas grand-chose, elles donnent une impression de contrôle en plein chaos et permettent d'espérer des résultats immédiats.

En revanche, si elle se passe sans encombre, l'intégration des migrants est un processus long et souvent compliqué pour toutes les personnes concernées. Cela exige que les migrants se rendent compte de la réalité de leur nouvelle vie et acceptent de la faire évoluer d'une manière qu'ils n'auraient peut-être pas choisie. Cela implique que les communautés d'accueil et les gouvernements acceptent les nouveaux arrivants, facilitent leur présence avec une générosité matérielle et spirituelle et soient ouverts à la possibilité d'un certain enrichissement.

Ignorer ou mal gérer l'intégration a des conséquences dévastatrices. Partout dans le monde, nous constatons des signes d'intégration ratée dans de vastes camps de réfugiés qui ont depuis longtemps abandonné tout espoir de n'y rester que quelques temps. Nous le voyons dans les communautés de ghetto séparées, de toutes les manières possibles, de la société à laquelle elles ont été nominalement attachées. Nous constatons un échec d'intégration dans des indicateurs qui montrent le retard des migrants par rapport aux populations établies sur un large éventail d'indicateurs de qualité de vie, notamment les résultats scolaires et la participation à la population active.



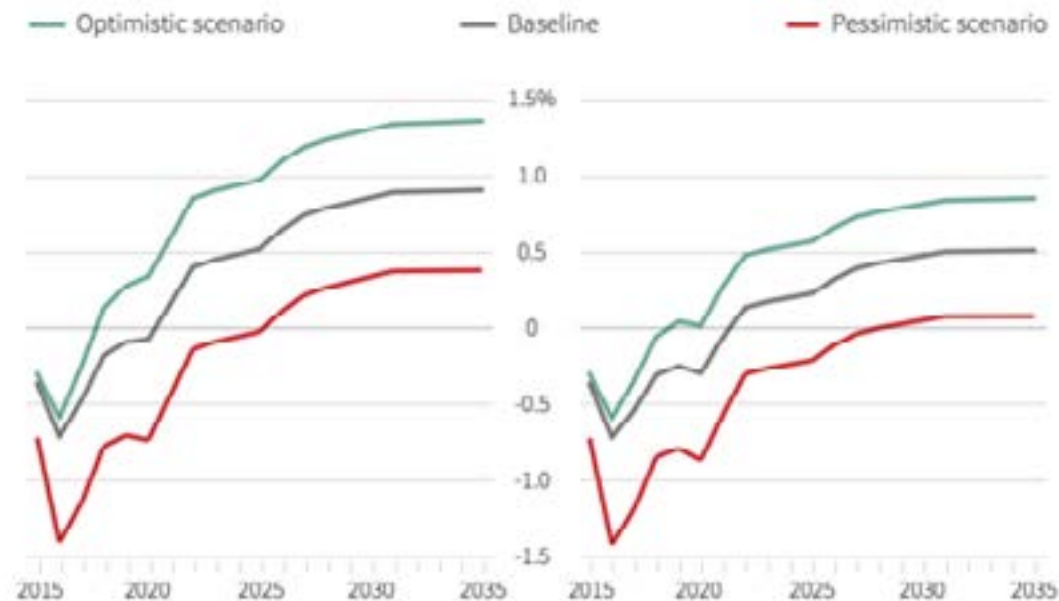
Economic impact of refugees in Germany

INTEGRATION COST

Benefits from successful integration*, as percent of GDP.

PROJECTED INCOME

Percentage of change in per-capita income for people already living in Germany.**



* Production of goods and services increase due to additional demand and the refugees' labour supplies net of cost for care, accommodation, and integration of the newly arriving refugees as well as social transfers for unemployed refugees. **The initial net effect is negative, since costs are hardly offset by additional demand, but per-capita income eventually increases as more refugees successfully participate in the labour market.

Source: German Institute for Economic Research (DIW).

G. Cabrera, 11/12/2015

REUTERS

Et ces échecs ont des effets plus profonds et plus sombres, trop souvent ignorés. Par exemple, l'opinion publique sur la valeur de la migration semble étroitement liée à la perception de l'intégration. L'indice d'acceptation des migrants de Gallup confirme que les attitudes vis-à-vis de la migration sont beaucoup plus positives aux États-Unis et en Australie, qui ont toutes deux fait leurs preuves en matière d'intégration, qu'en Europe, où l'intégration est beaucoup plus problématique.

Le message est clair : ceux qui cherchent à promouvoir des politiques de migration plus ouvertes et plus libérales doivent penser au long terme. Ils doivent faire très attention à ce que vivent les gens après leur arrivée. Si les choses se passent mal, la bonne volonté qui a permis leur installation peut rapidement se dissiper, ce qui complique encore plus leur passage d'étranger à autochtone.

L'appui en faveur de politiques migratoires généreuses s'effondre dès lors que les migrants existent (ou sont perçus comme tels) en dehors du tissu social et culturel de la communauté d'accueil. Il n'est pas surprenant que les échecs de l'intégration aient été largement cités comme un argument majeur pour soutenir l'influence croissante des mouvements politiques néfastes. Les partis populistes qui se sont livrés à une politique de nationalisme exclusif sont encore en retrait dans la plupart des pays. Mais même en dehors du gouvernement, leur capacité d'influencer les politiques d'immigration et d'intégration peut être importante. Aux Pays-Bas, par exemple, des mouvements politiques nationalistes ont réussi à transformer les préoccupations sur l'intégration, obligeant les principaux partis à adopter des politiques beaucoup moins respectueuses de la migration et des migrants.



Alors, comment améliorer la situation ? Le bon sens et les récentes expériences vont dans le sens suivant.

Les communautés d'accueil ont besoin d'aide

Les coûts de l'intégration ne sont pas partagés de manière égale, ni à l'intérieur des pays, ni entre eux. Il est injuste que ceux qui sont appelés à faire preuve de la plus grande générosité soient trop souvent ceux qui ont le moins à donner et le plus à perdre.

Au niveau des pays, les gouvernements centraux devraient veiller à ce que les villes chargées de l'accueil et de l'intégration des migrants bénéficient d'un soutien adéquat, non seulement en termes de dépenses d'intégration directes, mais aussi pour éviter l'érosion des services existants, susceptible de créer un ressentiment au sein de la population générale.

Au niveau international, l'idée de « répartition des charges » entre pays en matière de migration doit s'étendre à l'intégration. Il s'agit d'un bien et d'une responsabilité collectifs.

Le succès nécessite d'être planifié

Une analyse récente de la réinstallation à grande échelle de réfugiés a démontré le « pouvoir du lieu ». En bref, le lieu d'arrivée des nouveaux migrants peut déterminer à la fois leur avenir et la santé à long terme de la société qu'ils ont rejointe.

Par exemple, nous savons que l'emploi est essentiel à l'intégration, car il permet aux individus et aux familles de s'installer dans leur nouvelle communauté tout en exerçant un effet positif sur la perception des migrants par le public. Lorsque la réinstallation est soigneusement planifiée pour maximiser les opportunités réelles d'emploi et, à plus grande échelle, pour faire correspondre le migrant à sa destination, l'expérience est considérablement améliorée des deux côtés. La technologie aide à concrétiser ce type d'élaboration de politiques ciblées et pertinentes au niveau local.

L'honnêteté et un partenariat sincère sont récompensés

L'intégration est un processus difficile et les problèmes sont inévitables. Les sociétés d'accueil, et les migrants eux-mêmes, méritent le respect de l'honnêteté. Le contraire représenterait une trahison indéfendable de la confiance qui devrait exister entre un gouvernement et son peuple.

C'est également une erreur stratégique. La stratégie maintenant commune qui consiste à prétendre que tout va bien quand ce n'est pas le cas est bien souvent contre-productive. Les communautés qui souffrent des effets d'une intégration inadéquate - par exemple, des services mis à rude épreuve et des tensions sociales - se sentent, à juste titre, ignorées ou prise de haut lorsque leurs préoccupations sont rejetées ou mal interprétées. À l'instar des migrants, les communautés qui les reçoivent méritent attention et compassion. Plus important encore, l'intégration doit être présentée et vécue comme un processus à double sens - un partenariat entre la communauté et le migrant. Nous avons constaté que lorsque le point de départ convenu est le partenariat, les relations se transforment. Les migrants deviennent plus que les bénéficiaires passifs d'actes de charité, et les communautés plus que les rouages indésirables d'un mécanisme politique auquel elles n'ont pas l'impression d'appartenir.

Les preuves ont leur importance

Notre connaissance de ce qui fonctionne ou non est encore très limitée, notamment parce que cela peut prendre des années avant que l'impact d'une approche spécifique puisse être correctement évalué. Cela signifie que la base de preuves en matière de politiques et de pratiques d'intégration est souvent fragile.

Avant tout, il est très difficile de déterminer comment investir pour obtenir un rendement maximal. Nous ne pouvons pas nous permettre de grosses erreurs, mais nous ne pouvons pas non plus attendre. Les décideurs doivent avoir le courage de reconnaître que nos connaissances s'accompagnent de lacunes et être assez progressistes pour soutenir les initiatives qui contribueront à les combler. Ils devraient exploiter les travaux récents qui nous aident enfin à mieux comprendre l'intégration, tels que le rôle que l'analyse coûts-avantages peut jouer pour décider où concentrer l'attention et les ressources, et les manières dont le big data peut être utilisé pour améliorer notre compréhension des mécanismes de l'intégration.

Les deux Pactes mondiaux reconnaissent une vérité que nous connaissons tous : le mouvement humain est la pierre angulaire du progrès. On ne peut l'arrêter, mais on peut le gérer bien mieux qu'aujourd'hui. Les Pactes définissent une vision pour l'avenir, une vision dans laquelle des pays qui collaboreront réussissent à faire en sorte que la migration soit sûre, légale et bénéfique pour tous. Mais pour que cela se produise, nous devons maintenir l'intégration - la santé à long terme de nos migrants et des communautés qui les accueillent - au centre des préoccupations.

Anne Gallagher,

Publié le 28 novembre 2018
sur weforum.org (World Economic Forum)

QUELQUES CHIFFRES CLEFS DE L'ENQUÊTE « LES RÉFUGIÉS, L'EUROPE DÉCHIRÉE ET LES AMNÉSIIQUES »

La Fondation Ceci n'est pas une Crise a publié ce samedi 4 mai 2019 les résultats de sa nouvelle enquête dans le Soir.

En 2017, nous avons publié les résultats de l'enquête Noir Jaune Blues, une enquête qui avait permis de sonder, en deux volets, 2500 personnes en Belgique.

L'objectif de cette enquête était donc de mesurer le ressenti de la population sur plusieurs questions : la perception de l'avenir, la confiance dans les institutions, les craintes, le rapport à l'autre (et, en particulier, aux musulmans) etc.

Cette fois, nous avons voulu qu'un des pans de l'enquête Noir Jaune Blues soit creusé davantage et que les données dont nous disposons soient actualisées.

L'enquête « les réfugiés, l'Europe déchirée et les amnésiques » est le résultat d'interviews de 801 personnes majeures et vivant en Belgique, qui ont été interrogées au mois de septembre 2018.

Toujours dans l'idée que pour préparer l'avenir, il faut connaître le présent, et toujours dans l'idée que pour tenter d'apporter des réponses, il faut disposer de données scientifiques.

Voici quelques chiffres clés :

- Face à l'afflux de réfugiés et de demandeurs d'asile venant de la Méditerranée, 60% des personnes interrogées estiment que nous allons être de plus en plus envahis.
- 47% des personnes interrogées pensent que l'arrivée de réfugiés met vraiment en danger notre sécurité au quotidien.
- 51% des personnes interrogées pensent qu'il est trop dangereux de laisser entrer des réfugiés en Belgique en raison de l'importance de la menace terroriste.
- 54% des personnes interrogées pensent que les réfugiés représentent une menace pour notre identité, notre culture et nos traditions.
- 53 % des personnes interrogées pensent que les réfugiés viennent surtout pour profiter de nos aides publiques et de notre système social.
- 59% des personnes interrogées estiment qu'il est faux de dire que les réfugiés qui viennent en Belgique rendent le pays plus ouvert à d'autres cultures, que cela en fait des lieux de vie plus animés et vivants.
- 59% des personnes interrogées pensent qu'il est faux de dire que l'arrivée de réfugiés est bénéfique pour nos régions du point de vue économique car ils apportent de nouveaux talents et de nouvelles opportunités économiques.
- 36% des personnes interrogées pensent que quand on connaît des réfugiés parce qu'ils vivent ou sont dans des centres près de chez soi, on en a beaucoup moins peur.

Pour aller plus loin, téléchargez [l'enquête complète](#) sur le site de Ceci n'est pas une crise.



RÉSEAU

Retrouvez toutes les actualités de la Fondation sur :

NOTRE SITE WEB

<http://www.cecinestpasunecrise.org/>

NOTRE PAGE FACEBOOK

www.facebook.com/cecinestpasunecrise

NOTRE PROFIL TWITTER

<https://twitter.com/PasUneCrise>

CECI N'EST PAS UNE CRISE

FONDATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

Rue Royale 151
1000 Bruxelles, Belgium

E : info@cnepuc.org

W : www.cecinestpasunecrise.org

F : www.facebook.com/cecinestpasunecrise

Editeurs :

Jean-Pascal Labille, Président

Marielle Papy, Administratrice-déléguée



FONDATION
CECI N'EST PAS UNE CRISE